

LETTRE D'INFORMATIONS ECONOMIQUES STRATEGIQUES INTERNATIONALES

Numéro 256

15 juin 2012

Recherche d'un chaos contrôlé de l'Europe

Ce à quoi nous assistons est la mise en œuvre du plus grand holp-up du siècle... Pour le XXème siècle, ce fut la création et la privatisation de la Banque centrale américaine, le 13 décembre 1913, par quelques familles oligarchiques. Cette fois, il s'agit d'imposer une nouvelle réforme monétaire internationale sur les cendres du système monétaire introduit à la fin de la Seconde Guerre mondiale, lequel permit toutefois d'établir l'Empire étasunien.

Comme cette réforme annonce un monde à la Orwell, il faut la justifier aux yeux du contribuable en frappant les esprits. Cela passe par la désintégration du système bancaire actuel, la ruine de l'Europe, mais également par l'affaiblissement considérable du pouvoir des grosses banques d'affaires de Wall Street. Peu l'ont vu et anticipé, mais nous vivons tant l'effondrement économique et financier de l'Europe que celui des Etats-Unis.

Qui chutera le dernier ? La logique voudrait que la déconfiture du groupe de l'Euro précède celui du Dollar US. D'ailleurs, ce pouvoir supérieur qui se joue des deux groupes, a tout intérêt à laisser Wall Street liquider les Européens, avant de procéder (éventuellement) à un événement d'envergure pour contraindre les barons de Wall Street à venir à la table des négociations en vue de REFORMER le Système.

Organisation de la déconfiture européenne

Pour réaliser ce scénario, les banquiers américains pilonnent l'euro, ce qui leur permet de gagner du temps puisque, de toutes les façons, le dollar est condamné. Pour produire 14 000 milliards de dollars de revenu national (PIB), les Etats-Unis doivent désormais générer 50 000 milliards de dette... ce qui se traduit aussi par 4 000 milliards d'intérêts par an !¹

¹ Quarante-cinq millions d'Américains ont perdu leur logement, plus de 20% de la population n'est plus dans le système économique et n'apparaît plus dans les statistiques. Ajoutons qu'un tiers des Etats américains sont en situation de faillite imminente !

Après le déclenchement des *subprimes* et la crise bancaire de 2008, la situation est devenue dramatique. Les autorités financières américaines durent agir de toute urgence pour maquiller la catastrophe. Objectif premier des familles oligarchiques américaines : sauver les apparences ! Mais que faire lorsque de plus en plus de pays se refusent à acheter de la dette américaine, contraignant de fait la Banque centrale des Etats-Unis à se goinfrer de bons du Trésor US ? Depuis 2007, un front de pays s'est même constitué pour organiser un système de paiement autre que le dollar US. Les Japonais cherchent aussi à récupérer une partie de leurs créances... plus de 1 000 milliards de dollars. Quant aux monarchies du Moyen-Orient, elles prêtent l'oreille à certaines voix proches du Kremlin, proposant des contrats commerciaux dans une autre monnaie que le dollar.

Aux Etats-Unis, les signaux virent au rouge ! Le club oligarchique de Wall Street prend la décision la plus insensée (mais la plus intéressante pour le *Comité X*) : amplifier la guerre contre l'Europe sous la forme d'une guerre monétaire sans pitié, avec à terme, le risque d'une faillite du système Euro. Tel est l'aboutissement de réunions très discrètes, au début de 2008. La chose est entendue : l'affaiblissement de la zone euro devient une question de sécurité nationale pour les Etats-Unis. Les politiciens suivent les financiers. L'*establishment* américain est d'autant plus pressé que financiers et investisseurs internationaux commencent à préférer les obligations souveraines européennes à celles des Etats-Unis² ! Or les Etats-Unis ont de plus en plus besoin de s'endetter pour survivre, payer les guerres et surtout assurer l'hégémonie de l'Empire sur l'échiquier planétaire. L'achat de leur dette en dollar devient crucial. Surtout avec l'annonce de plusieurs banques centrales décidées à augmenter leur part de réserves en euro par rapport au dollar. La bonne santé de l'économie européenne devient insupportable ! Le complot contre la zone euro commence... Qui, à l'époque (2008), parlait des DETTES SOUVERAINES européennes ? PERSONNE.

Pour amorcer la désintégration de la zone euro, il fallait un CHEVAL DE TROIE ... Ce fut la GRECE. Grâce à

² Des responsables chinois et japonais viennent d'annoncer qu'ils n'utiliseront plus le dollar dans leurs échanges bilatéraux... dès le mois de juin.

Goldman Sachs (la Firme), on sait que les comptes grecs furent falsifiés en vue d'intégrer la zone euro. Reste à médiatiser le scandale. Les médias acquis aux réseaux de la CIA vont s'en charger mais, au préalable, les banques d'affaires du cartel de Wall Street se gavent de produits spéculatifs afin de torpiller la Grèce sur le marché de la dette. Viennent ensuite les attaques des fonds spéculatifs. Dans la foulée, les agences de notation américaines jettent de l'huile sur l'incendie grec en dégradant la note du pays. Puis T. Geithner, secrétaire au Trésor US et homme de main de l'oligarchie (recruté quand il était employé de la Firme de H. Kissinger), exige des Eurocrates qu'ils fassent le nécessaire pour éponger encore et toujours plus les dettes grecques. Se met alors en place une dangereuse série de dominos dans le circuit bancaire européen.

Les *Young Leaders* français, comme les autres européens, prennent les décisions attendues par les banquiers américains : ils augmentent les dettes européennes via les plans de sauvetage grecs à répétition. Les mesures successives prises par les *Young Leaders* européens finissent par provoquer la chute de l'euro avec celle des bourses... et le dollar reprend de la vigueur, comme Wall Street. Bien évidemment, en étudiant à posteriori ces événements, on voit combien l'agent américain Sarkozy s'est révélé utile dans cette opération de sabotage. Il était d'autant plus conscient des faits qu'il sortait ses avoirs de la Société Générale pour les déplacer vers deux banques étrangères.

Et maintenant ? L'UNION BANCAIRE

Tandis que les indices boursiers européens déclinent, les banques sont particulièrement attaquées par les traders du *cartel bancaire*. Or en 2009, absolument **PERSONNE** au niveau européen n'anticipait une future crise souveraine d'Etat en Europe ! Pourtant Michel Barnier, commissaire en charge des Services financiers, commençait à travailler sur un régime européen de résolution des crises bancaires ! Or ce politicien est très proche de la secte Opus Dei et fréquente Le Siècle, ce club parisien regroupant 600 personnalités. Ces organisations, chapeautées par des réseaux encore plus puissants, font la politique mondiale. Le fait que le commissaire européen M. Barnier s'intéresse alors à une future crise bancaire prouve sans conteste que la crise de 2012-13 était pour le moins « anticipée » !

Le rapport de M. Barnier (contenant ses propositions) devait être rendu public le 6 juin 2012... au moment où la crise bancaire européenne devient un sujet quasi-quotidien. Pur hasard ! Le lendemain, les agences matraquaient l'Espagne. Pure coïncidence...

Ce rapport fut présenté comme suit : « *Sauvetage des banques : Bruxelles veut éviter que les Etats paient*

la facture ». Objectif recherché par la Commission européenne : le plan de gestion de crises doit éviter à l'avenir aux Etats de renflouer les banques, premier pas vers l'"union bancaire" qu'elle appelle de ses vœux.

« *Nous ne voulons plus que les contribuables paient, les banques doivent payer pour les banques* », a insisté le commissaire européen aux Services financiers, Michel Barnier. Il s'agit de « *casser le lien entre les crises bancaires et les finances publiques* », a-t-il expliqué.

Quelle sollicitude ! En réalité, il s'agit d'achever le processus de la loi de 1973. L'objectif de cette loi était de contraindre l'Etat à s'endetter non plus auprès de sa banque centrale (donc à taux zéro), mais sur le marché international... (donc auprès des familles oligarchiques et à des taux d'intérêt très élastiques). Cela fut fait par des politiciens proches des Rothschild, puis poursuivi par tous les gouvernements maçons du Nouvel Ordre Mondial. Or, rappelons ce que disait le baron de Rothschild en 1970 : « *Le verrou qui doit sauter c'est la nation* ». Nous y sommes, précisément avec la faillite des banques et celle des Etats.

Comme les banques nationales investissent l'argent des contribuables (essentiellement assurances-vie) dans les obligations d'Etat, qui elles-mêmes s'effondrent du fait des dégradations des agences de notation et de la pression du MARCHE, les banques finissent par couler. Les Etats se trouvent déjà en situation de quasi-faillite : ils furent contraints de combler les trous des banques et de la Grèce. Aujourd'hui, il semble que nous arrivions au terme du processus. Les banques européennes sont en quasi-banqueroute avec la faillite de la Grèce, PLUS celles des banques espagnoles, italiennes, etc. L'arrivée de SUPERMAN est attendue... Traduisons : la mise en esclavage des Européens via cette *union bancaire* qui s'esquisse.

Au moment où l'Espagne lance un appel à l'aide à l'Europe pour recapitaliser ses banques après la demande d'aide publique historique de 23,5 milliards de Bankia, troisième banque du pays, « *la difficulté est de faire deux choses nécessaires en même temps : prendre des mesures d'urgence (...) et préparer l'avenir* », a expliqué M. Barnier. Quel avenir !...

Bien évidemment, la boussole de la Commission européenne marche à la perfection. Son président potiche, José Manuel Barroso, vient juste de s'exprimer sur le « *problème des banques* » ! Fin mai 2012, à l'occasion de sa plus importante communication de politique économique depuis 2008, l'exécutif européen a lourdement insisté sur la nécessité de dénouer le lien entre crises souveraine et bancaire. On apprend que le 23 mai, les chefs d'Etat ont évoqué le sujet et qu'il a déjà fait partie des propositions du président du Conseil européen en vue du sommet des Vingt-Sept les 27 et 28 juin.

« *L'interdépendance entre des banques faibles et des souverains faibles dans le contexte d'une croissance qui ralentit a créé une boucle rétroactive dangereuse* »,

insiste Bruxelles. La Commission européenne souligne ainsi le processus actuel de renationalisation des portefeuilles obligataires et la « désintégration » du marché financier européen. « Une intégration plus forte des pays de la zone euro dans les structures et les pratiques, dans la gestion de crise transfrontalière et le partage de la charge, vers une union bancaire » serait un important complément à la structure actuelle de l'Union économique et monétaire. « Une recapitalisation directe (des banques) par le Mécanisme européen de stabilité (MES) pourrait être envisagée », note la Commission dans ses recommandations. Comme par hasard, il a été prévu que le MES entre en action pour... JUILLET. L'été sera donc chaud pour les marchés et les banques...

Une position qui tombe à point nommé alors que l'idée d'une intervention du MES a été avancée par certains pour faciliter la recapitalisation de Bankia en Espagne. Et que dire de la menace qui plane sur les banques européennes dans l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de la zone euro ? La présidente du FMI a en effet annoncé que ce scénario était envisageable. Or, selon des analystes russes, cela coûterait 276 milliards d'euros à toute la zone euro, dont 77 milliards à l'Allemagne et 50 milliards à la France. Entendons... le secteur bancaire de ces deux pays !

Et que dire de ce que révélait le financier Max Keiser, le 19 mai 2012 : « La Société générale est la plus mauvaise et la plus mal gérée des banques de la planète ». Idem pour la BNP, ajoute-t-il. « Toutes les deux sont insolvables » ; elles se maintiendraient uniquement par des artifices comptables. Quant à JP Morgan, il affirme : « Après avoir annoncé 2, puis 3 milliards de pertes, on parle de 30 milliards. La JP Morgan va se transformer en Enron ».

Les banques portugaises donnent également de très mauvaises nouvelles : l'Etat doit injecter de toute urgence plus de 6 milliards d'euros dans la Banco Comercial Portuges, la Banco BPI et la Caixa Geral de Depositos. La situation française est tellement inquiétante que la direction de la firme EADS a annoncé son intention de créer sa propre banque³ par crainte de ne pouvoir récupérer sa trésorerie !

³ Dans un entretien au *Financial Times Deutschland* du 1er juin, le directeur financier sortant du groupe assure que le groupe songe à se doter d'une licence bancaire. « Mon principal souci, ce sont les abaisssements de notation de certaines banques, avant les risques liés au développement de l'A350 », a confié Hans Peter Ring. Avoir sa propre licence bancaire serait une garantie pour le groupe qui cherche à mieux protéger ses placements en liquidités. Actuellement, ils sont de l'ordre de 11 milliards de dollars. Une licence bancaire en zone euro permettrait aussi à EADS de se refinancer à bon marché auprès de la Banque centrale européenne (BCE).

Prescience extraordinaire des employés bruxellois de la Synarchie

Les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen n'ont rien vu de la crise, mais ils ont eu l'intuition de plancher sur une « union bancaire » depuis plus de TROIS ANS... Or le président du Conseil européen Herman van Rompuy n'a-t-il pas été IMPOSE par le Groupe Bilderberg dans les conditions que LIESI a développé dans *Le Groupe Bilderberg impose ses valets à l'Union européenne* [7 €] ? Sans surprise, Herman van Rompuy souhaite que le sujet de l'UNION BANCAIRE soit abordé lors de la prochaine rencontre entre chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept, prévue pour les 27 et 28 juin prochain. Il faut donc s'attendre à des marchés financiers très chahutés en vue de justifier l'extraordinaire prescience de ces commissaires eurocrates, fonctionnaires des banquiers internationaux qui préparent l'introduction d'une société communiste en Europe de l'Ouest.

Les *Young Leaders* socialistes ont parfaitement pris le relais de leurs collègues UMP. Que vient en effet de déclarer M. Moscovici, ministre socialiste des Finances ? Il y a une « large convergence de vues » avec la Commission européenne, notamment en ce qui concerne la création d'une UNION BANCAIRE dans la zone euro et la possibilité que le fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES), recapitalise les banques sans passer par les Etats » (*Le Monde* 06.05.12). Voilà donc ce qui se prépare, preuve que les satrapies KGBistes de Berlin ne se tournent pas les pouces ! Pendant ce temps, de très riches familles de Moscou (nous n'en dirons guère plus) ont ouvert des comptes chez les Rothschild de Suisse et ont demandé à être investis uniquement en métaux précieux ! Certains *commerciaux* choisis par la branche suisse rothschildienne font la navette entre Moscou et Genève... Nous y reviendrons.

Lors du dernier sommet du G8, les médias ont présenté une analyse totalement tronquée en faisant croire que François Hollande était en rupture avec Angela Merkel et qu'il y avait un changement notable par rapport à la politique européenne de l'agent américain N. Sarkozy. Rien n'est plus faux ! F. Hollande prépare le terrain à l'anéantissement de la souveraineté nationale en s'accordant avec les financiers de la City et de Wall Street pour mettre en œuvre cette UNION BANCAIRE. La presse russe rapporte par exemple que le président Obama « préconise la prise de mesures urgentes visant à recapitaliser les banques européennes⁴ lestées d'actifs toxiques. Le président

⁴ Bien évidemment, financiers et politiciens britanniques ont accueilli favorablement cette initiative qui « représente une avancée positive pour s'attaquer aux problèmes des banques trop grosses pour faire faillite » (too big to fail), commente la porte-parole de Downing Street.

américain a également proposé de créer un certain "mur de protection" qui empêcherait les problèmes grecs de s'étendre à d'autres pays. Il s'agit avant tout de l'Espagne et de l'Italie ». Mais c'est exactement ce que souhaite l'Allemagne ! A ce propos, la Fédération allemande des banques (BDB) a qualifié ce programme des Elites de « bonne chose » et de « seul moyen » de protéger la stabilité des marchés financiers des risques liés aux banques.

Le fédéralisme ou l'union bancaire, c'est la même chose. Le débat sur la croissance est l'arbre qui cache la forêt, le moyen de faire croire au peuple que le sieur Hollande va changer quelque chose. Lui et son équipe de Young Leaders vont achever le programme des initiés, engagé avec la loi de 1973.

Pourquoi les investisseurs russes (et bien d'autres), habitués à investir dans les conditions des réalités russes, retirent-ils leurs capitaux au profit d'autres pays ?⁵ Si le MES nationalise les banques européennes parce que les Etats en sont incapables, si les dirigeants du MES ne sont juridiquement responsables devant personne et ont les pleins pouvoirs pour tout exiger des Etats en difficulté, qu'exigeront les véritables employeurs de ces sinistres fonctionnaires ? **L'OR de tous les pays européens.** Voilà le hold-up sur l'Europe qui se profile... et la ruine de ses populations.

Tandis que les médias font croire que F. Hollande fait la pige à l'équipe emmenée par A. Merkel à Bruxelles, une autre réalité existe : **l'Allemagne imposera ses vues de manière détournée avec l'union monétaire.** La crise des banques servirait ainsi à réaliser « l'intégration bancaire ». Selon les fuites d'une certaine presse allemande comme *Die Welt*, la création d'une union bancaire inclurait « un organisme européen de surveillance des banques, un fonds commun de placement et un fonds central de sauvetage pour secourir les banques en difficulté sans déstabiliser les gouvernements européens »⁶. Il faudrait que les choses

⁵ On peut également s'interroger sur les raisons pour lesquelles Vladimir Ossakovski, économiste en chef pour la Russie et la CEI chez Merrill Lynch, a déclaré que dans la situation actuelle sur le marché, toute raison était bonne pour vendre quelque chose. Pour Mikhaïl Akramovski, directeur du département de gestion des actifs d'Alliance ROSNO, des ventes importantes sont réalisées sur les marchés financiers russes en provenance de comptes situés au Luxembourg, dans les îles Caïman et Jersey. « Dans le contexte des risques croissants et du ton médiatique actuel, tout le monde cherche à adopter la position la plus conservatrice possible, et beaucoup veulent prendre les devants », estime Mikhaïl Akramovski.

⁶ LIESI a obtenu plus d'explication sur ce point capital que les eurocrates doivent faire valider en moins d'un an. Trois étapes sont prévues : au stade de la prévention, les banques et les autorités chargées de la résolution des crises bancaires auront notamment l'obligation de mettre en place des plans de

ailent un peu plus mal et Berlin obtiendrait ses réformes structurelles visant notamment à moderniser les systèmes sociaux, à assouplir les règles sur le marché du travail et à faire tomber toutes les frontières douanières ! L'union budgétaire serait alors à portée de main. La chancelière Merkel défend désormais la création d'un poste de super ministre des Finances européen ayant un pouvoir de supervision sur les budgets nationaux. Voilà ce que préparent les commissaires de Bruxelles... avec les *Young Leaders* socialistes français... un ramassis de francs-maçons et de personnalités prêtes à sacrifier les intérêts de la France⁷.

De plus, comment ne pas remarquer ces signaux envoyés par les *Young Leaders* socialistes ? Plusieurs politiciens proches de F. Hollande ont annoncé une réduction de 30% de leurs rémunérations. Des mairies socialistes réduisent également des subventions de 30%. La première mesure prise par F. Hollande fut de baisser son salaire et celui de ses ministres de... 30%. Que pensez-vous qu'il demandera au peuple français lors d'une crise bancaire retentissante ? Quel sera le pourcentage de l'effort des Français dans la perspective de futures exigences de l'entité MES ? **Consentirez-vous à offrir 30% de ce que vous possédez pour rembourser les banquiers internationaux... les véritables patrons des politiciens-UMP/PS ?** A chacun de bien comprendre ce que nous disons.

résolution et de redressement. Dans une deuxième phase, si une banque risque de ne plus respecter ses exigences de fonds propres, les autorités de surveillance pourront intervenir, par exemple en exigeant qu'elle mette en œuvre les mesures prévues par son plan de redressement ou en nommant un administrateur spécial pour une durée limitée. Enfin, dans un troisième temps, si la banque menace de faire défaut, quatre instruments pourront être utilisés. Les autorités pourront vendre à une autre banque tout ou partie de la banque défaillante ; un établissement relais pourra être créé pour regrouper les actifs sains avant qu'ils ne soient cédés à une autre entité ; les actifs douteux pourront être placés dans une "bad bank" ; et enfin un "bail-in" ou renflouement interne pourra être mis en œuvre.

Par opposition au "bail-out" (sauvetage par des fonds publics), le "bail-in", qui n'entrera en vigueur qu'à partir de 2018, consistera à recapitaliser la banque en annulant ou diluant ses actions, en réduisant les créances détenues sur elles ou en les convertissant en actions. Ce sont donc les créanciers et actionnaires qui seront mis à contribution.

Pour fonctionner, ce système nécessitera la création de fonds de résolution financés par les banques, dont le montant devra atteindre 1% des dépôts couverts dans un délai de 10 ans. Les Etats pourront aussi fusionner ces fonds avec les systèmes de garantie de dépôts.

Dans le cas des banques européennes ou des groupes transnationaux, des "collèges d'autorité de résolution" seront constitués et supervisés par l'Autorité bancaire européenne (EBA) qui pourra trancher en dernier ressort en cas de litige.

⁷ Lire les **BREVES DE LIESI** de mai-juin 2012 - 12 €.

Importance du 17 juin 2012 ?

Il va de soi qu'il faut maintenant attendre encore un petit coup de pouce de la part des traders du *cartel bancaire* pour obtenir la déconfiture tant souhaitée afin de cautionner le programme totalitaire destiné aux Européens.

Le 17 juin 2012, il y aura des élections législatives en GRECE, en FRANCE et en EGYPTÉ⁸. S'il y a un sommet européen prévu les 28-29 juin, un sommet EXTRAORDINAIRE pourrait très bien survenir en juillet... D'ici là, que se passera-t-il en Espagne ? Sur la radio *Onda Cero*, le ministre espagnol du Budget Cristobal Montoro a déclaré que l'Espagne n'avait plus accès au marché du crédit à cause de la « prime de risque » imposée par le Marché. L'Espagne n'a donc quasiment plus la possibilité de refinancer sa dette. Y aura-t-il de la part du gouvernement espagnol un appel à Bruxelles pour recapitaliser ses banques ? Commentaire d'un responsable du Trésor américain : « *Les discussions progressent en vue d'une union budgétaire et financière en Europe* ».

Cristobal Montoro est le principal investigateur du programme économique de Mariano Rajoy, président du gouvernement espagnol. Il a exercé la fonction de ministre des Finances à plusieurs reprises. C'est lui qui prône la rigueur espagnole. Pour réformer l'Espagne, Montoro avait l'intention d'imposer 20 milliards d'euros de coupes en taillant à la hache dans les emplois du secteur public et dans les programmes d'aides sociales. Dans un article publié sur son blog (*L'Espagne est entre les mains des gestionnaires de crise du cartel bancaire*⁹), LIESI mentionnait l'intérêt d'étudier la composition du gouvernement espagnol dans les années 2000-2004. Cristobal Montoro était alors ministre des Finances, sous la tutelle de Rodrigo de Rato y Figaredo, Ministre de l'Economie et vice-président qui a gagné beaucoup d'argent grâce à la spéculation immobilière. Or Rodrigo de Rato y Figaredo, ami privilégié de l'actuel ministre espagnol du Budget, quitta la vie politique en 2004 pour intégrer la direction du FMI. Ensuite, en 2007, il intègre la banque Lazard à Londres, avec des responsabilités internationales sur l'Europe et sur l'Amérique latine. Début 2008, il devient membre du conseil consultatif international de Banco Santander... laquelle peut entraîner le système bancaire européen en faillite car elle détient **plus d'actifs que l'ensemble du PIB du pays !**

⁸ S'agissant de l'Égypte, la victoire d'un candidat islamiste pourrait aboutir à un exode généralisé de chrétiens de leur propre patrie. Bien qu'ils se définissent *descendants des pharaons*, leur situation devient très vulnérable. Pour rappel, c'est la communauté chrétienne la plus ancienne et la plus importante du Proche-Orient puisqu'elle compte entre 6 et 8 millions de personnes.

⁹ Source : <http://liesidotoirg.wordpress.com/2012/02/26/espagne-est-entre-les-mains-des-gestionnaires-de-crise-du-cartel-bancaire/>

Pour LIESI, la faillite nationale de l'Espagne est absolument VOULUE. Et les responsables de cette politique catastrophique, comme le ministre espagnol du Budget, Cristobal Montoro, sont précisément ces politiciens véreux, incapables, soucieux de satisfaire des puissants dont la religion est purement luciférienne et dont l'objectif mondialiste doit se traduire par une réduction de la population mondiale à 500 millions d'être humains.

Organisation de la déconfiture américaine

Ce que nous avons expliqué à la page 6 du numéro 255 comme à la page 8 des *Brèves Religieuses* de mai-juin 2012, est absolument fondamental. Une décision majeure a été prise et imposée par le *Comité X*, le clergé luciférien qui prépare le Nouvel Ordre Mondial antichristique avec implant sous-cutané pour (ce qu'ils appellent) « le cheptel humain ». Projet étonnamment annoncé par le président Obama pour débuter en 2013. On pourra également relire le témoignage de Aaron Russo. Lui aussi avait été mis au parfum sur le programme de la « puce ».

Mais pour passer à cette étape, il faut organiser la bonne crise majeure appelée de ses vœux par David Rockefeller en septembre 1994. Cette crise majeure doit maintenant se concrétiser par la faillite des banques... non seulement européennes mais également américaines. C'est pourquoi le Vatican a dégagé ses avoirs de JP Morgan¹⁰. C'est pourquoi le *Comité X* a recouru à l'artillerie lourde pour descendre de 30% le cours de bourse des plus grosses banques de l'*establishment* américain.

La catastrophe bancaire doit cautionner l'étape suivante : une union bancaire et des mesures d'austérité. Si la Providence n'intervient pas dans cette étape cruciale (nous ne donnons pas de timing), le sujet du « marquage » ou « puçage » de l'humanité deviendra sérieux, **mais nous n'y sommes pas encore !** N'en déplaisent à ceux qui veulent voir la catastrophe comme imminente.

Pour descendre les pièces bancaires majeures de Wall Street, le Comité X a utilisé une autre composante de l'échiquier : la Russie et la Chine.

Sergueï Aleynikov est un analyste-programmeur russe. Après avoir émigré aux Etats-Unis en 1990, il est rapidement repéré et recruté par Goldman Sachs. Ses

¹⁰ De notre point de vue, Benoît XVI n'est plus utile aux puissants avec lesquels il a pactisé depuis des décennies en devenant l'un des chefs de file de la fronde romaine contre Fatima. Il est évident, à la lumière des écrits d'Albert Pike, que son pontificat ne sert plus le plan. **Nous allons passer à l'Eglise des Ténèbres et voir le programme démocratique de Vatican II poussé à son ultime épisode.** Tout cela était annoncé par la Bienheureuse Anne-Catherine Emmerich, il y a bien longtemps.

talents sont reconnus : il gagne 400 000\$ par an. C'est lui qui peaufine le programme confidentiel permettant à la Firme d'acheter et de vendre en nanotrading sur n'importe quel marché.¹¹ Grâce au logiciel de Sergueï Aleynikov, Goldman Sachs a fait des profits fantastiques. Puis, en juin 2009, Sergueï Aleynikov quitte la Firme, va chez un concurrent et fait une copie des sources du logiciel de nanotrading qu'il a créé. Ce logiciel fut très probablement obtenu par le tandem Russie/Allemagne pour contrer Goldman Sachs ! La Firme utilise alors ses relations pour faire arrêter l'analyste-programmeur russe. C'est trop tard !

Les Russes ont développé l'outil, et les manipulations du cartel américain sur l'or deviennent difficiles... Les pertes s'accumulent, les cours ne vont plus dans le sens voulu. Les banques d'affaires américaines ont des positions vendeuses énormes... tandis que quelques familles russes proches de la nomenklatura poutinienne ouvrent des comptes en Suisse, exclusivement composés de métaux précieux.

En mai 2010, Teza Technologies recrute un nouvel analyste programmeur : Yihao "Ben" Pu. Il est aussi chinois que Sergueï est russe. Yihao a fait une copie sauvage des sources du logiciel qu'il télécharge sur un serveur chinois. Arrêté à son tour, Yihao avoue qu'il voulait monter un *hedge fund* en Chine. Que fera la Chine ? Ces derniers mois, les grandes banques complices de JPM (qu'on appelle les Majors), ne comprennent pas ce qui se passe sur les cours de l'or. **Le logiciel de nanotrading de Goldman Sachs, probablement amélioré, prend les banquiers à leur propre piège.** Qui a permis ce fait ? Qui a vendu des dizaines de millions de titres en bourse provoquant la chute des Majors de Wall Street ? Qui s'en prend à Wall Street ?

Comité X / Bloc de commandement russe

En 1999, l'arrivée de Poutine au pouvoir traduit le retour du KGB (services secrets russes devenus FSB) à la direction officielle du pays. Poutine a d'ailleurs exprimé cet état de fait, devant la Douma, dès sa première réunion des membres des services secrets et de militaires russes. Cette arrivée de Vladimir Poutine, choisit par le *bloc de commandement russe*, va se traduire, en quelques années seulement, par la fin du

¹¹ Quand un client donnait un ordre d'achat, la banque achetait quelques fractions de secondes avant et revendait le titre au client, en ayant pris une nano-commission en plus de la commission officielle. Idem à la vente.

Le système demandait évidemment des calculateurs puissants, mais surtout une connectique de première qualité afin que les ordres de la Banque arrivent sur le marché de Wall Street avant ceux de la concurrence. C'est pour cela que de nombreuses sociétés de trading s'étaient concentrées dans l'environnement immédiat des ordinateurs de la bourse de Wall Street, pour gagner quelques millièmes de secondes.

monde unipolaire rêvé par les néo conservateurs américains. Plus de dix ans après, les néo-conservateurs ne sont plus au pouvoir et Poutine est toujours en place ! On constate que l'Empire s'effrite et le monde multipolaire se confirme. La Russie poutinienne fragilise considérablement les oligarques américains, comme on peut le constater avec la Syrie. Et qui sait si Obama n'a pas des mentors de la CIA probolcheviques ?...

Les faits sont là : les bancaires européennes sont saignées ; certaines d'entre elles approchent aujourd'hui du dépôt de bilan, et, dans le même temps, un pouvoir supérieur lance une attaque frontale contre les quatre plus grosses banques d'affaires des Etats-Unis. Wall Street attaque l'Europe et le bloc Russie Chine s'en prend aux fleurons de Wall Street.

Les analystes expliquent que les pressions américaines au sujet de la Grèce ont pour but de maintenir la zone euro en état. On rappelle que les Etats-Unis sont derrière l'euro et la construction européenne et qu'ils ne veulent pas la destruction de leur *jouet*. En réalité, il faut intégrer le niveau supérieur de pouvoir. C'est bien là, à ce niveau, que le projet européen fut conçu à la fin du XIXème siècle. Le reste, y compris le *cartel bancaire*, ne sont que des exécutants.

Pour le niveau de pouvoir du COMITE X, l'objectif recherché est une désintégration de l'euro¹² précédant celle du dollar. Ensuite surviendra la réforme *miraculeuse*, laquelle sera présentée par les hommes liges du *cartel bancaire* (dont le plus important sans doute, A. Volcker, a été imposé à Barack Obama dès son intronisation). Cette réforme doit logiquement survenir avec la fin de l'Etat nation et la perte de valeur du papier monnaie, comme de tout ce qui est « bourse ». Relisez le numéro 3 des *Brèves Religieuses* [10 €]. Tout y était annoncé... en 2011.

Lettre d'Informations Economiques Stratégiques Internationales – BP 18 – 35430 Châteauneuf (F)
e-mail : liesiletter@gmail.com
Imprimé par nos soins - ISSN en cours (24 numéros)
Abonnement annuel : 112 € (soutien : 122 euros).
6 mois : 62 € et 3 mois : 34 €.
Abonnement ECONOMIQUE : 24 € pour 3 mois avec un seul envoi groupé, le 30 de chaque mois.
Règlement à l'ordre de : **L.I.E.S.I.**

¹² La cupidité sans limite des personnages qui gouvernent l'Europe nous a conduit à une impasse : les pays européens ne peuvent ni rester dans l'euro, ni en sortir ! Les eurocrates ont dupliqué à la lettre le scénario de l'effondrement de l'URSS. On ira jusqu'à la rupture du système avec son cortège de catastrophes sociales et humaines. D'où l'émergence actuelle de deux mouvements politiques qui se déchireront dans une guerre civile : les nationalistes (dont le FN) face au Front de Gauche (allié aux islamistes radicaux). Il nous faut cependant garder espoir, car ce groupe sera terrassé par la Providence. Mais c'est là une autre histoire sur laquelle nous reviendrons...